

VEILLE RÉGLEMENTAIRE

Environnement

Fiche VRE.10

Stockage de liquides inflammables

Installations non ICPE

Arrêté du 1er juillet 2004 fixant les règles techniques et de sécurité applicables au stockage de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des installations classées ni la réglementation des établissements recevant du public

Arrêté du 10 décembre 2010 relatif aux caractéristiques du gazole non routier

Circulaire du 17 décembre 2010 relative à l'utilisation du gazole non routier

Arrêté du 10 novembre 2011 fixant pour le gazole, les carburateurs, les gaz de pétrole liquéfiés et les émulsions d'eau dans du gazole des conditions d'emploi ouvrant droit à l'application du régime fiscal privilégié institué par l'article 265 du code des douanes en matière de taxe intérieure de consommation

1. Préambule

Seront exclus de cette fiche les stockages soumis à ICPE :

- *de liquides inflammables ;*
- *de gaz liquéfié en réservoirs manufacturés ;*
- *de produits pétroliers conçus pour la vente ou la revente des produits stockés.*

Cependant les textes applicables sont cités ci-dessous.

On distingue les liquides extrêmement inflammables, les liquides facilement inflammables, les liquides inflammables et les liquides combustibles. Le point d'éclair et le point d'ébullition sont utilisés comme critères pour opérer cette distinction.

Les liquides inflammables peuvent être stockés dans :

- des récipients amovibles (notamment dépôts ouverts et fermés et caissons de sécurité) ;
- des réservoirs fixes ;
- des réservoirs enfouis directement dans le sol ;
- des réservoirs placés dans une fosse ;
- des cuves ;

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 22/08/2019

1/7

Le stockage de liquides inflammables englobe essentiellement les stockages de fioul. Cette réglementation s'applique :

- au gazole ;
- au gazole non routier (GNR) ;
- au fioul domestique ;
- aux fiouls lourds ;
- au combustible liquide pour appareil mobile de chauffage.

L'objectif de la réglementation est de :

<ul style="list-style-type: none"> ✓ Prévenir les risques <ul style="list-style-type: none"> ○ Accidentels <ul style="list-style-type: none"> ▪ Incendie ▪ Explosion ▪ Dispersion atmosphérique 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Prévenir les risques <ul style="list-style-type: none"> ○ De pollution <ul style="list-style-type: none"> ▪ De l'eau ▪ Du sol ▪ De l'air
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Limiter leurs conséquences sur l'environnement au sens large 	

Les rubriques de la nomenclature donnant les régimes des ICPE sont les suivantes :

⇒ **1434 : Liquides inflammables, liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C⁽¹⁾, fiouls lourds, pétroles bruts (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435).**

1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant :

- a) Supérieur ou égal à 100 m³/h(A – 1)
- b) Supérieur ou égal à 5 m³/h, mais inférieur à 100 m³/h(DC – AMPG 19.12.08)

2. Installation de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation..... (A – 1)

⁽¹⁾ à l'exception de ceux ayant donné des résultats négatifs à une épreuve de combustion entretenue reconnue par le ministre chargé des installations classées.

⇒ **1436 : Liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C (stockage ou emploi de)**

Réglementation appliquée	Arrêté du 1 ^{er} juillet 2004	Déclaration ICPE soumise à contrôle périodique Arrêté du 22/12/08 modifié par arrêté du 11 mai 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations	Autorisation ICPE Arrêté du 03/10/10 modifié par arrêté du 11 mai 2015 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des	Autorisation ICPE Arrêté du 16/07/12 relatif aux stockages en récipients mobiles exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331,
--------------------------	--	--	---	--

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 22/08/2019

2/7

		classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 <u>Annexe I : Prescriptions générales applicables</u>	rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511	4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et présents dans un entrepôt couvert soumis au régime de l'enregistrement ou de l'autorisation au titre de la rubrique 1510 de cette même nomenclature
Quantité présente dans l'installation	Q<100t	100t<Q≤1000t	Q>1000 t	Q>1000 t
Type de Contenant	Réservoirs et récipients devant contenir des produits pétroliers avec une pression de gaz au-dessus du liquide ne dépassant pas 0,5 bar	Réservoirs aériens ou récipients mobiles	Réservoirs aériens	Récipients mobiles de liquides inflammables exploités dans les entrepôts couverts du secteur de la logistique

2. Stockage de produits pétroliers

Dans le but de préserver la sécurité des personnes et des biens, de protéger l'environnement, en dehors des ICPE, c'est l'arrêté du 1^{er} juillet 2004 qui fixe les prescriptions minimales à respecter pour les stockages de produits pétroliers.

2.1 Construction

2.1.1 Conditions de stockage aérien

Les réservoirs doivent être fixés solidement au sol sur un plan maçonné et être suffisamment opaques pour empêcher l'altération des caractéristiques du produit stocké.

Deux solutions :

- Les réservoirs sont équipés d'une deuxième enveloppe étanche et il est possible de se rendre compte de la moindre perte d'étanchéité, par exemple avec un détecteur de fuite ;

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 22/08/2019

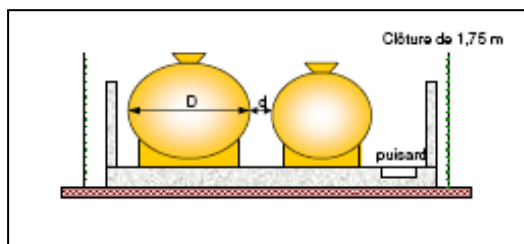
3/7

- Les réservoirs n'ont pas de deuxième enveloppe étanche et doivent être placés dans une cuvette de rétention étanche dont capacité doit être égale à la plus grande des valeurs suivantes : 100% de la capacité du plus grand réservoir ou 50% de la capacité globale des réservoirs. L'aménagement doit être couvert pour éviter la gestion des eaux de pluie.

Lorsque le stockage dépasse 15 000 litres :

- La distance entre 2 réservoirs est de $0,2 D$ (D =largeur du plus grand réservoir) avec un minimum de 1,5m ;
- Les réservoirs doivent être entourés d'une clôture d'au moins 1,75m de hauteur.

$$d = 0,2 \times D \text{ et } 1,50$$



Distance minimales à respecter entre réservoirs et bâtiments

	Distances minimales à respecter entre réservoirs et bâtiments				
Volume stocké (l)	<2500	De 2501 à 6000	De 6001 à 10 000	De 10 001 à 50000	+ de 50 000
Distance (m)	0	1	6	7	10

Pour le stockage dans un bâtiment, lorsque la capacité de la cuve est supérieure à 2500 litres, il faut un local exclusif, fermé, aéré et ayant des caractéristiques de résistance coupe-feu.

2.1.2 Conditions de stockage enterré

Stockage enterré en fosse

La fosse n'est utile que pour les réservoirs à simple paroi. La fosse peut être construite :

- à l'extérieur d'un bâtiment, enterrée ou au niveau du sol ;
- à l'intérieur d'un bâtiment, au niveau le plus profond ou au sous-sol s'il n'y a pas d'espace vide (autre que sanitaire) sous la fosse.

La fosse doit être étanche (enduit spécifique par exemple), sa capacité de rétention doit être au moins égale à celle du réservoir et elle doit être couverte par une dalle incombustible avec regard.

Stockage enfoui

Seuls les réservoirs à sécurité renforcée peuvent être enfouis sous terre à condition qu'ils soient bien amarrés pour ne pas remonter et qu'il n'y ait aucune cavité sous le réservoir.

Ils peuvent être enfouis :

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 22/08/2019

- A l'extérieur d'un bâtiment :
 - o Entre 0,5 et 1,5m sous le niveau du sol. Les parois du réservoir sont protégées par une couche de sable recouverte d'une couche de terre compactée ;
 - o Au-dessus du niveau du sol si les parois sont flanquées d'une couche de terre d'environ 1m d'épaisseur (entre 0,5 et 1,5m en haut du réservoir et 1m sur les côtés) ;
- A l'intérieur d'un bâtiment au niveau le plus profond à au moins 0,5m au-dessous du niveau du sol. Les parois du réservoir sont protégées par une couche de sable recouverte d'une couche de terre compactée.

Distances réglementaires :

- Pas de canalisation autre que celles nécessaires à l'exploitation du stockage à moins de 0,5m du réservoir ;
- Laisser une distance de 0,2m entre deux réservoirs ;
- Laisser une distance de 0,5m entre les limites de la propriété et le réservoir.

2.1.3 Conditions de sécurité

Les réservoirs doivent être équipés d'un dispositif de jaugeage (tubes en verre ou plastique interdits). Toutes les parties métalliques doivent être reliées à la terre par une liaison équipotentielle. Une plaque portant la désignation du produit doit se situer à côté de l'orifice de remplissage. Les réservoirs doivent être munis d'un dispositif prévenant le risque débordement lors du remplissage.

Les canalisations sont construites dans un matériau résistant aux hydrocarbures, aux actions mécaniques, physiques, électrolytiques... Aucune canalisation ne doit être connectée en partie basse du réservoir.

2.2 Mise en service et Entretien

Après installation, l'installateur doit fournir au maître d'ouvrage :

- un certificat de conformité de l'installation ;
- une copie de l'arrêté du 1^{er} juillet 2004 ;
- la documentation spécifique à chaque équipement ;
- un livret d'entretien.

Il appartient à l'utilisateur de l'installation de vérifier la quantité admissible préalablement à toute commande.

Dans le cas où le livreur est autorisé à accéder au stockage, il doit s'assurer avant de commencer l'opération de livraison que les réservoirs ont suffisamment de volume disponible pour recevoir la quantité commandée par l'utilisateur. Le jaugeage direct ne doit pas être effectué pendant le remplissage du réservoir.

Il appartient à l'utilisateur de l'installation d'entretenir celle-ci de manière à éviter tout épandage de produit.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 22/08/2019

5/7

La cuvette de rétention doit être maintenue dans un état satisfaisant de manière à rester étanche et à garder sa contenance initiale (exempte d'objet ou de liquide réduisant sa capacité).

Il n'existe aucune obligation de contrôle, vérification et ré-épreuve des stockages ne relevant pas du régime des installations classées pour la protection de l'environnement. Mais tout réservoir ou canalisation en service dont le manque d'étanchéité est constaté doit être immédiatement réparé ou remplacé.

2.3 Abandon du stockage

En cas d'arrêt de l'utilisation des réservoirs (définitif ou provisoire), il faut prendre les dispositions conduisant à éviter tout risque de formation de vapeurs. Il convient de faire appel à une entreprise qui viendra vidanger, dégazer, nettoyer puis combler ou retirer le réservoir. L'entreprise intervenante devra fournir un certificat de bonne exécution des opérations citées ci-dessus.

Dans tous les cas, lorsqu'un réservoir doit être retiré, il y a lieu de prévoir :

- Le pompage du produit restant ;
- Les opérations de dégazage et de nettoyage ;
- Le traitement des résidus ;
- Les fouilles nécessaires au dégagement du réservoir ;
- Son transport et sa destruction.

3. Gazole non routier (spécificités)

3.1 Utilisation

La directive 2009/30/CE, qui a pour objectif de limiter la pollution atmosphérique, impose l'utilisation d'un gazole avec une très faible teneur en soufre (10 mg/kg), pour les engins mobiles non routier et permettre le développement des dispositifs de traitement des gaz d'échappement et réduire les émissions des engins concernés.

En France, cette obligation se traduit par la création d'un gazole dit « non routier » en remplacement du fioul domestique, dont l'usage est limité aux installations fixes (installations de chauffage et moteurs fixes).

Le gazole non routier est destiné à l'alimentation des moteurs des engins mobiles non routiers, des tracteurs agricoles et forestiers, des bateaux de plaisance lorsqu'ils ne sont pas en mer et des bateaux de navigation intérieure.

L'utilisation du gazole non routier est aujourd'hui obligatoire pour tous ces engins. Ces engins sont listés à l'article 2 de l'arrêté du 10 novembre 2011 fixant pour le gazole, les carburateurs, les gaz de pétrole liquéfiés et les émulsions d'eau dans du gazole, des conditions d'emploi ouvrant droit à l'application du régime fiscal privilégié institué par l'article 265 du code des douanes en matière de taxe intérieure de consommation.

La circulaire du 15 novembre 2011 apporte des précisions sur l'application de l'arrêté du 10 novembre 2011.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 22/08/2019

6/7

3.2 Caractéristiques

Le gazole non routier a les mêmes caractéristiques que le gazole routier à l'exception du colorant et du traceur. Les caractéristiques du gazole non routier sont fixées par l'arrêté du 10 décembre 2010 modifié.

Le gazole non routier est coloré en rouge comme le fioul domestique. Initialement la fiscalité du gazole non routier était fixée à 5,66 € / hl (comme le fioul domestique) mais depuis le 1^{er} janvier 2012 sa fiscalité est passée à 7,20 € / hl.

Les conditions d'utilisation du gazole non routier sont-elles identiques à celles du fioul domestique ?

Le gazole non routier qui a les mêmes caractéristiques que le gazole routier est parfaitement adapté à l'alimentation des moteurs Diesel.

Les conditions de stockage et de distribution étant différentes, des précautions particulières doivent être respectées pour éviter les problèmes de compatibilité avec les moteurs des matériels concernés (voir la Circulaire du 17 décembre 2010 relative à l'utilisation du gazole non routier).

En hiver et plus particulièrement en cas de grand froid, https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/Gazole_non_routier_recommandations_hivernales_version_final_e.pdf émises par les professionnels (pétroliers, distributeurs, motoristes, intégrateurs, utilisateurs).

4. Autres liquides inflammables

Certains autres liquides inflammables peuvent être stockés en bidons (60 à 200 litres) ou en IBC (cubitainers 1000 litres). Ces produits peuvent être des produits d'entretien ou de maintenance.

Ils doivent être stockés sur rétention. La rétention doit être de dimension suffisante, gardée propre et étanche.

Ces produits doivent être stockés à l'écart des produits corrosifs ou toxiques, afin de respecter les incompatibilités chimiques (voir Fiche VRE.31)



5. Cuve mobile de GNR ou autre produit pétrolier

Pour tout transport de GNR ou autre produit pétrolier, assurez-vous que la cuve respecte la réglementation ADR.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 22/08/2019

7/7